

Changer de république pour vaincre les abus

«Que les princes ne se plaignent pas des fautes commises par les peuples soumis à leur autorité, car elles ne peuvent venir que de leur négligence ou de leur mauvais exemple.»

Machiavel

Khalifa, BCIA et BRC ne sont pas de banales affaires délictueuses dont le traitement se suffira de la thérapie des tribunaux. Elles sont, qu'on le veuille ou pas, la traduction politique d'un système de pouvoir depuis longtemps gangrené par les calculs d'intérêts jusqu'à oublier toute morale politique.

Le pourrissement est tel qu'il apparaît insensé dorénavant de reconduire à l'infini ces réseaux claniques du pouvoir sous peine de voir à terme l'Etat s'effondrer. Autrement dit, ce style de gouvernance fondé sur des solidarités quasi mafieuses, grâce auxquelles se fourbissent tous les coups tordus pour conforter des mainmises, est à l'origine de la décadence nationale.

Par le passé, le totalitarisme du parti unique s'était tissé autour de mots d'ordre et surtout d'une police d'opinion. Actuellement, le système a changé de mode de fonctionnement pour ne rien changer précisément dans son essence. Ainsi par substitution à l'idéologie «rassembleuse et niveleuse», l'on cimentera les coterries du régime à travers les biens matériels. «Enrichissons-nous les uns les autres», se conseille-t-on et grâce à nos connivences faisons en sorte que notre «réussite» devienne un exemple et

une contagion. Caricaturalement, le système s'est reconverti sur ce thème et celui-ci est parvenu à devenir le Coran ou la bible de nombreux émules. Ainsi naquit la république des affaires.

Les Abdelmoumen, Kharoubi tout autant que les walis lampistes illustrent on ne peut mieux la corruptibilité des institutions de l'Etat, voire la corrosion de ses digues éthiques. Il est évident qu'aujourd'hui la critique ne doit pas porter nommément sur les individus exerçant le pouvoir. En soi, cela n'a plus de sens, car ceux-là donnent certes leur nom à l'action des gouvernements, mais ils ne sont que les produits d'une situation. Si tant est qu'au-delà de l'individualité et de l'éthique il y a souvent des impératifs occultes qui finissent par rendre l'agent agissant tout autant victime que coupable.

Nous l'avons bien vu avec un ministre témoignant devant une juridiction. Préférant s'autoflageller que de citer le moindre nom des donneurs d'ordres, il endossera l'ire d'un tribunal et le rire du public pour échapper au courroux de quelques maîtres. Trivialement cela s'appelle la règle de l'omerta laquelle, par ailleurs, indique la nature suspecte des procédés politiques en cours dans les institutions étatiques.

Comme on le devine aisément, le mouvement des capitaux publics qui a permis la prédation de ces banques privées n'est pas imputable au seul dérèglement des instruments de contrôle. Il y a derrière une commandite, une orchestration et même une

modulation dans le temps et cela à des fins d'enrichissement secret et d'effacement des traces. Sauf qu'aujourd'hui l'on ne juge que les larcins «collatéraux», c'est-à-dire les porteurs de valises rémunérés au «contrat».

Que l'on envoie aux abat-toirs des tribunaux quelques sous-fifres politiques afin de faire accroire que le régime a la main propre ne le rend pas pour autant crédible auprès de l'opinion publique. C'est qu'à la ruse politicienne qui est sa carte de visite, le pouvoir a toujours joué de l'opacité chaque fois qu'il s'est agi de sa gestion, au point où, même lorsqu'il s'efforce de faire amende honorable, nul ne trouve de raison de le croire.

La méfiance de la société est telle qu'elle demeure dubitative face au discours officiel. Aujourd'hui, ce régime est à genoux par la seule faute de son arrogance et ses inclinations démagogiques. Psychologiquement, il sait qu'il a perdu la bataille de la confiance alors qu'il prétendait l'avoir acquise en 1999. Même la catharsis des tribunaux grâce à laquelle il espère se refaire une virginité risque d'agir à ses dépens. Et pour cause, cette thérapie de rebouteux qui refoule la moitié de la vérité aggrave bien plus son cas qu'elle n'améliore son image.

En entreprenant d'actionner sa propre justice pour se dédouaner de quelques scandales financiers, il agit une fois encore par dessein politique et non par souci moral. Or, ce sont ces «grands» procès amputés de la moitié de la véri-

té qui réactivent dans l'opinion le souvenir des promesses non tenues. Entre autres, la lutte contre la corruption à travers laquelle il se fit le procureur des pouvoirs qui l'ont précédé. Ces cliques, disait-il, qui n'ont eu de cesse de piller et de rabaisser le moral de la nation. Huit années plus tard, ce réquisitoire se retourne contre son auteur puisque jamais auparavant la délinquance financière n'a atteint de telles proportions. Même la notion d'abus de bien sociaux» devint un euphémisme pour qualifier un pillage à ciel ouvert au point où l'Algérie accédera ces dernières années à une notoriété internationale peu gratifiante dans ce domaine. Qui pouvait imaginer, trente ans en arrière, que ce pays à la fierté sourcilieuse allait être un jour le lieu géométrique de toutes les malfaisances de sa classe politique d'abord ? En effet, lorsque l'ultime scrupule patriotique vient à manquer à des ministres pour ne pas entériner des opérations douteuses ou du moins alerter «qui de droit», ne faut-il pas conclure que l'Etat a déjà cessé d'exister ?

Même si l'on croit comprendre que dans ce trouble moral, le président se réserve un temps de réflexion avant de trancher chirurgicalement ou que, par formelle convenance, il laisse d'abord à la justice de dire le droit, il est par contre difficile de l'imaginer faire seul la «révolution». Par esprit de système, il s'efforcera au mieux de rafistoler ici et là les institutions mais se gardera bien de bouleverser un vieil ordre établi dont il est la parfait-



Par Boubakeur Hamidechi
hamidechiboubakeur@yahoo.fr

te incarnation. Hélas pour ce pays qui risque de rater le grand tournant historique qui doit l'installer dans la modernité démocratique. Par appétit inassouvi du pouvoir aussi bien que par habitudes anciennes, toute cette génération politique préfère faire passer par pertes et profits l'histoire de leur gouvernance plutôt que d'en changer radicalement de mode. Au moment où tout indique que ce pays en déclin a besoin d'un sursaut salvateur n'est-il pas étonnant justement de constater que personne ne souhaite changer de république pour enfin transformer le pays ? Cette RADP en haillons, moribonde et archaïque fait bien leurs... affaires, au point qu'ils ne s'empêchent pas de jeter des anathèmes sur quiconque souhaite son enterrement. Il est vrai qu'ils préfèrent la décadence avec eux que le renouveau sans eux.

B. H.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com



Hakim Laâlam absent ? Pas tout à fait ! Même absent de cet espace, il travaille. Il est à Paris. Il y dédicace aujourd'hui, samedi, les six volumes de ses chroniques publiées au Soir d'Algérie. Il sera de retour mardi.

MATLM

Radiologie

Tel / 026.22 61 08 / 22 15 11
Fax : 026.22 35 45
Tel/021 60 63 64/ 54 88 95 Alger



Distributeur officiel
SIEMENS

Echographie

Possibilité de crédit